

## FONDS D'APPUI À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

### Révision du Plan des priorités et révision du Projet Réforme du Secteur de la Sécurité en Union des Comores - sans augmentation du budget total

<p><b>Pays : Comores</b></p> <p><b>Contact pour le Plan Prioritaire</b></p> <p>Adresse : Abdou-Salam Saadi                  Téléphone : +269 3337664                  Email : <a href="mailto:abdou-salam.saadi@undp.org">abdou-salam.saadi@undp.org</a></p>	<p><b>Partenaire(s) d'exécution – nom et type (gouvernement, société civile, etc.)</b>                  Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation, Chargé des Relations avec les Institutions</p> <p><b>Autres partenaires clés:</b> Cabinet de la Présidence chargée de la Défense, Etat-major de l'Armée nationale de développement.</p>
<p><b>Justification de la révision du Plan des priorités</b></p> <p>Cette demande est justifiée par le retard accusé dans la mise en œuvre de certaines activités du Projet <i>PBF/COM/B-4: Projet d'appui à la réforme sécuritaire en Union des Comores</i>, notamment la mise à disposition des terrains à bâtir, des retards considérables pendant le processus d'élaboration et de validation des documents techniques et contractuels relatifs à la construction d'infrastructures de génie civil impliquant la contrepartie nationale. Tous les autres projets du Plan Prioritaire sont arrivés à terme comme initialement prévu au 31 décembre 2015.</p>	<p><b>Budget total approuvé du Plan Prioritaire</b></p> <p><b>USD 2, 500,000</b></p> <p><b>Date de démarrage du Plan</b> 29-Jul-13</p> <p><b>Date initiale d'achèvement du Plan</b> 03- Oct-15</p> <p><b>Nouvelle date d'achèvement</b> 31-Mar-16</p>
<p><b>Résultats du Plan Prioritaire (mettre en évidence tout changement) :</b>                  Les résultats du Plan Prioritaire ne sont pas affectés par cette extension de la durée du Plan pour le projet RSS.</p>	

*(Pour les codirigeants du CoPil des projets PRF)<sup>1</sup>*

<sup>1</sup> Les codirigeants du CoPil signent au nom des agences des NU (PNUD, UNFPA, BIT, UNESCO) et au nom des partenaires du gouvernement concernés.

**Codirigeant ONU du CoPil**  
*Pour les chefs des agences impliquées*

*Nom : Leo Isidro Heileman*

*Titre : UNDP Resident Coordinator*

*Signature :*

*Date et cachet :*



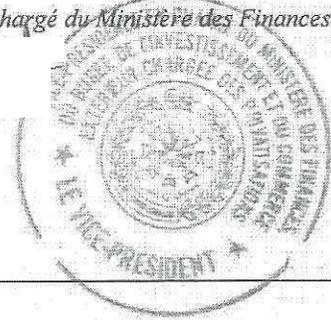
**Codirigeant gouvernemental du CoPil**  
*Pour les partenaires gouvernementaux*

*Nom : Mohamed Ali Soilihi*

*Titre : Vice-Président chargé du Ministère des Finances*

*Signature :*

*Date et cachet :*



**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)**  
*Nom : Oscar Fernandez Taranco*

*Titre : Sous-secrétaire général à la consolidation de la paix*

*Bureau d'appui à la consolidation de la paix, NY*

*Signature :*

*Date et cachet :*

**Table des matières :**

**I. Raison des changements apportés au Plan des priorités et justification**

- a) Nature du changement et justification
- b) Impact sur les résultats du Plan des priorités

**II. Impact budgétaire**

- a) Révision du budget

## **Raison des changements apportés au Projet et justification**

### **a) Nature du changement et justification**

Cette demande d'extension du Plan Prioritaire se limite à l'extension du projet RSS (PBF/COM/B-4: Projet d'appui à la Reforme sécuritaire en Union des Comores). Il convient de relever que tous les autres projets du Plan Prioritaires sont arrivés à terme comme prévu au 31 décembre 2015.

Il s'agit du Projet « Projet d'appui à la Reforme Sécuritaire en Union des Comores ».

Référence du projet : PBF/COM/B-4, n°00086509.

Date initiale de fin : 31/01/2015

Budget 2015 : USD 662,204

Cette demande est nécessitée à cause du retard accusé dans la mise en œuvre de certaines activités du Projet, notamment la mise à disposition des terrains à bâtir, des retards considérables pendant le processus d'élaboration et de validation des documents techniques et contractuels relatifs à la construction d'infrastructures de génie civil impliquant la contrepartie nationale. A cause des difficultés administratives et logistiques liées à ces travaux et les retards accusés pour leur finition, la durée de prorogation sollicitée permettra d'achever lesdites activités.

Il convient de souligner qu'à date, le projet s'attèle à finaliser cinq (5) infrastructures réparties sur les trois îles. Il s'agit de la construction de deux (2) nouvelles brigades de la Police nationale à Chindini (Grande Comores) et Hoani (Mohéli), d'un Commissariat Central de la police nationale à Mutsamudu (Anjouan), des travaux de construction d'infrastructures annexes de l'Ecole nationale de la Police sise à Patsy (Anjouan) et la construction/réhabilitation de la caserne militaire d'Ongoni (Anjouan). A ce stade de la réalisation desdits travaux et sur la base des informations fournies par les responsables des Régies des Travaux publics des îles en charge de la construction de ces différentes infrastructures, près de 70% des travaux sont réalisés et les délais accordés pour cette extension jusqu'à fin mars 2016, devraient permettre la finalisation de l'ensemble des travaux. Le PNUD s'occupera du suivi nécessaire de ces travaux pour s'assurer qu'ils se terminent dans les nouveaux délais accordés et pour résoudre de potentiels défis administratifs et logistiques.

Les autres résultats et activités du projet RSS sont déjà finalisés.

### **b) Impact sur les résultats du Plan des priorités :**

Cette extension n'a eu aucun impact sur le Plan Prioritaire ni sur son cadre de résultats.

## **2) Impact budgétaire**

Cette révision n'a induit aucun impact budgétaire sur la mise en œuvre du projet.

### **a) Révision du budget :**

Aucune révision budgétaire n'a été nécessaire pour cette demande d'extension du Plan Prioritaire et du projet RSS, ni au niveau du Plan, ni au niveau du projet. Les budgets déjà approuvés sont présentés ci-dessous.

Tableau 1

<b>BUDGET DU PLAN PRIORITAIRE</b>			
<b>Résultats du Plan Prioritaire</b>	<b>Budget initial</b>	<b>Augmentation / réduction proposée</b>	<b>Nouveau budget proposé</b>
Des cadres nationaux formés sont à même de conduire des programmes nationaux de consolidation de la paix	250,000	0	250,000
La gouvernance sécuritaire est renforcée notamment à Anjouan, afin de consolider la paix, d'améliorer la primauté du droit et d'assurer une stabilité à long terme.	1,131,084	0	1,131,084
Les menaces que représentent les Ex-FGA démobilisés et sans emploi sont réduites.	68,916	0	68,916
Capacités des associations féminines et groupements des jeunes renforcées pour un rôle accru dans la consolidation de la paix.	400,000	0	400,000
Jeunes intégrés dans la vie économique en vue de renforcer la justice sociale et la paix/ Favoriser le règlement des conflits par le dialogue et les solutions consensuelles	650,000	0	650,000
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>2,500,000</b>	<b>0</b>	<b>2,500,000</b>

Tableau 2

<b>BUDGET DU PROJET RSS PAR RESULTAT DU PROJET</b>			
<b>Résultats du projet</b>	<b>Budget initial</b>	<b>Augmentation / réduction proposée</b>	<b>Nouveau budget proposé</b>
Le Livre vert de la Défense et de la Sécurité (la Politique Nationale de Sécurité) est finalisé	49 870	+32 850	82 720
Le pays dispose et met en œuvre un PSDPN	32 850	- 32 850	0

<sup>2</sup> Avec ce formulaire, le total du budget d'origine doit demeurer identique à celui du nouveau budget proposé.

Les assises nationales ont abouti à une vision partagée de la sécurité nationale	40 000		40 000
Les infrastructures d'hébergement des casernes d'Ongoni et Sangani réhabilitées et équipées	304 475		304 475
Des membres des forces de sécurité sont formés au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit	43 833		43 833
Les conditions de vie, de sécurité et de formation de l'école nationale de la Police sont améliorées	180 555	+36 084	216 639
Le Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale à Chindini et à Howani sont construits	323 070		323 070
Les Ex-FGA démobilisés sont réintégrés dans le tissu économique	105 000	-36 084	68 916
Gestion du Projet Suivi - Evaluation	120 347		120 347
<b>TOTAL</b>	<b>1,200,000</b>	<b>0</b>	<b>1,200,000</b>

Tableau 3 : Budget de projet RSS par catégories de dépense de l'ONU par RUNO

Budget de projet RSS par catégories de dépense de l'ONU			
Catégories de dépense	Budget d'origine	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	40 000		40 000
2. Fournitures, produits de base, matériels	48 000		48 000
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	273 000		273 000
4. Services contractuels	633 496		633 496
5. Frais de déplacement	43 000		43 000
6. Transferts et subventions aux homologues	-		-
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	84 000		84 000
<b>Sous-total</b>	<b>1 121 496</b>	<b>0</b>	<b>1 121 496</b>
8. Coûts indirects	78 504		78 504
<b>TOTAL</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000</b>